

ENJEUX

Ile-de-France

L'économie francilienne en bref

n°228 - octobre 2021

APRÈS UNE CRISE INÉDITE, LE TOURISME SE REDRESSE PROGRESSIVEMENT EN EUROPE

Cette étude consacrée au tourisme d'agrément sera complétée très prochainement par la parution d'un document focalisé sur le tourisme d'affaires également réalisé par le Comité Régional du Tourisme Paris Ile-de-France, le Crocis et le pôle Tourisme, Congrès et Salons de la CCI Paris Ile-de-France mais aussi par Promosalons, le réseau dédié à la promotion internationale des salons professionnels français.

Le tourisme apparaît comme le secteur le plus lourdement affecté par la pandémie de Covid-19. Alors que les multiples vagues de l'épidémie ont plusieurs fois repoussé la reprise tant attendue de l'activité, quel est le niveau actuel de la fréquentation touristique à Paris - Ile-de-France, première région mondiale du tourisme de loisirs, et dans les autres destinations majeures européennes ? Quelles sont les tendances du redémarrage du secteur hôtelier, du trafic aéroportuaire ou encore des musées et autres établissements culturels dans ces métropoles ? Certaines de ces villes ressortent-elles moins marquées que les autres par la crise sanitaire ?

La présente étude se concentre sur le tourisme urbain dans les principales métropoles européennes, dont **Paris Ile-de-France** fait évidemment partie. Même si des villes comme Madrid ou encore Prague auraient pu intégrer cette étude, il a été décidé de ne comparer **Paris** et sa région qu'avec cinq autres destinations touristiques majeures en Europe : **Amsterdam, Barcelone, Berlin, Londres et Rome.**

Après un annus horribilis, l'objectif est de mesurer l'ampleur du redémarrage de l'activité touristique dans ces six métropoles alors que, contrairement à ce qui était espéré, l'ouverture au tourisme international est actuellement encore loin d'être complète (cf encadré 1).



Les Jeux Olympiques et paralympiques de 2024 pourraient accueillir

13 millions
de visiteurs.

64 %
des musées européens
étaient ouverts au
printemps dernier selon
le Conseil International
des Musées.



15,8 milliards d'euros

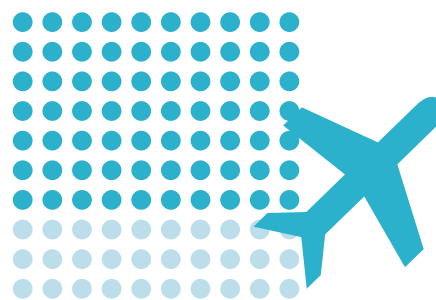
Les pertes économiques liées à la baisse de fréquentation touristique (passée de 50,6 millions de visiteurs en 2019 à 17,4 millions en 2020) sont estimées à 15,8 milliards d'euros pour Paris Ile-de-France en 2020.

En partenariat avec



ENCADRÉ 1 : les déplacements internationaux restent contraints et les réglementations sont toujours évolutives

Malgré des améliorations par rapport à l'été 2020, l'ouverture au tourisme international était encore loin d'être complète au cours de l'été dernier (parmi les principaux pays émetteurs, la Chine a maintenu ses frontières fermées tout l'été, la Russie a été classée fin juin comme pays à risques élevés pour l'entrée en France, le dernier état d'urgence déclaré au Japon n'a été levé que fin septembre, etc.). Les règles appliquées aux déplacements se sont parfois avérées hétérogènes ; ainsi, même si, globalement, les pays membres de l'Union européenne ont suivi les recommandations de la Commission, les choix de l'ouverture des frontières aux pays tiers n'ont pas été rigoureusement homogènes, des classements de la dangerosité des pays émetteurs ayant été établis par les Etats et certains pays ayant décidé d'accepter les touristes immunisés avec d'autres vaccins que ceux reconnus par l'EMA (Agence européenne des médicaments). Le degré d'ouverture a aussi été dépendant de l'évolution du contexte sanitaire pendant l'été. En France, les frontières étaient notamment ouvertes à tous les touristes américains en juillet et en août ; depuis début septembre, tous les Américains ne disposant pas d'un schéma vaccinal complet qui souhaitent rejoindre la France doivent désormais pouvoir justifier d'un motif impérieux et réaliser un auto-isolément de sept jours. Hors Union européenne, Londres et le Royaume-Uni ont attendu la fin du mois de juillet pour exempter de quarantaine les voyageurs vaccinés en provenance de l'Union européenne et des Etats-Unis (les touristes français ont même dû attendre jusqu'au 8 août).



La pandémie a provoqué des replis de trafic de plus
70 %
entre 2019 et 2020 dans
les principaux aéroports
d'Amsterdam, Barcelone,
Berlin, Londres, Paris et Rome.

UNE FRÉQUENTATION TOURISTIQUE FORTEMENT AFFECTÉE PAR LA CRISE

La chute de la fréquentation touristique des métropoles étudiées témoigne de la violence des effets de la crise sanitaire. Selon l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), le nombre d'arrivées de touristes internationaux a diminué de 73 % en 2020 par rapport à 2019, soit une baisse de plus d'1 milliard de séjours. Les pertes en termes de recettes touristiques sont estimées à plus de 900 milliards de dollars au niveau mondial. En Europe, les arrivées touristiques internationales ont chuté de 68 %, avec une perte d'environ 510 millions de voyageurs et un manque à gagner de 338 milliards de dollars par rapport à l'année précédente.

Les six métropoles de cette étude n'ont évidemment pas échappé à cette tendance. Ainsi, à **Barcelone**, le nombre de touristes dans les hébergements marchands est passé de 20,3 millions en 2019 à 5,0 millions en 2020, soit une chute de 75 %. Les pertes économiques du secteur touristique sont estimées entre 14 et 15 milliards d'euros pour l'ensemble de la Catalogne. **Londres** avait, pour sa part, attiré 21,7 millions de visiteurs internationaux en 2019. Même si les données pour l'année 2020 n'ont pas encore été publiées, une étude menée par VisitBritain a estimé la baisse des dépenses des touristes internationaux dans le centre de **Londres** à 7,4 milliards de livres en 2020 par rapport à l'année précédente et celle des touristes britanniques à 3,5 milliards de livres. En

2019, **Amsterdam** avait accueilli 10,4 millions de touristes ; en 2020, la fréquentation touristique a chuté de 68 %, le repli étant plus marqué pour les touristes internationaux (- 73 %) que pour les touristes domestiques (- 46 %). Parallèlement, **Paris et sa région** ont subi une contraction de fréquentation touristique de 66 %, passant de 50,6 millions de visiteurs en 2019 à 17,4 millions en 2020 ; les pertes économiques sont estimées à 15,8 milliards d'euros. A **Berlin**, le nombre de touristes a baissé dans une proportion équivalente (- 64 %) pour atteindre 4,9 millions de visiteurs ; seulement 30 % des nuitées y ont été réservées par des touristes internationaux contre 45 % un an plus tôt. Les dépenses touristiques se sont élevées à 2,5 milliards d'euros dans **la capitale allemande** en 2020, soit 4,5 milliards d'euros de moins qu'en 2019. C'est à **Rome** que les pertes ont été les moins conséquentes : le tourisme international y a diminué de 45 % en 2020 par rapport à 2019 et le tourisme domestique de 19 % ; les pertes économiques de la région du Latium ont ainsi été cantonnées entre 2,0 et 2,5 milliards d'euros.

Il est à souligner que, l'été dernier, la reprise de l'activité dans les grandes « capitales » européennes du tourisme urbain a été ralentie par la forte concurrence des destinations balnéaires (cf. Encadré 2).



ENCADRÉ 2 : une concurrence accrue avec les destinations balnéaires pendant l'été

La reprise poussive de l'activité dans les grandes « capitales » européennes du tourisme urbain l'été dernier a aussi été provoquée par la forte concurrence et les politiques agressives de marketing territorial mises en place par les destinations dans lesquelles le tourisme représente une part très importante du Produit Intérieur Brut (PIB) : la Croatie, la Grèce, Malte, le Portugal, etc. Toutefois, ces pays ont enregistré des performances inégales pendant la saison estivale. En Grèce, le tourisme représente, selon les années, entre 20 et 25 % du PIB. Le pays a par conséquent très tôt soutenu le principe de la mise en place d'un pass sanitaire européen, puis a lancé des campagnes de promotion de la destination dans toute l'Europe. Pour réussir la saison touristique et pour limiter les risques de nouvelles vagues épidémiques, le gouvernement hellène a notamment fait vacciner à grande échelle les populations des îles, principales destinations estivales. Au final, malgré un rebond épidémique lié au variant delta à partir de mi-juillet ayant nécessité d'instaurer des couvre-feux locaux, la Grèce a enregistré une fréquentation élevée au cours de l'été 2021. En Croatie, le tourisme pèse quelque 20 % du PIB du pays. Pour encourager les séjours, la Croatie a notamment autorisé l'entrée dans le pays à tous les vaccinés, quel que soit le vaccin, et a offert de multiples réductions aux touristes ; pendant l'été, le pays a même proposé aux touristes étrangers la vaccination gratuite lors de leurs vacances sur son territoire. Pari réussi puisque le pays a enregistré en août dernier 4,3 millions d'arrivées et 30,7 millions de nuitées, soit respectivement 86 % et 93 % des niveaux d'août 2019. À Malte, où le tourisme représente près de 25 % du PIB, les 38 000 premiers clients internationaux ont reçu des chèques pouvant aller jusqu'à 200 € à dépenser dans les restaurants, les hôtels, etc. Par ailleurs, le pays (qui compte moins de 460 000 habitants) a fait le choix d'une vaccination de masse. Toutefois, les mesures sanitaires très évolutives ont ralenti la dynamique de la fréquentation touristique : Malte a notamment failli fermer ses frontières mi-juillet aux personnes non vaccinées contre la Covid-19 avant de finalement y renoncer devant les critiques de la Commission européenne. Au Portugal, le poids du tourisme dans le PIB est moins important (12 % en 2019) que dans celui des trois destinations précédentes ; toutefois, le secteur est une des bases du modèle économique du pays et le gouvernement portugais a annoncé au printemps un plan d'investissements de plus de six milliards d'euros pour relancer la filière et atteindre, à terme, 27 milliards d'euros de retombées économiques par an. Le pays a particulièrement misé sur les Britanniques, sa première clientèle internationale pré-pandémie. Néanmoins, la dégradation de la situation sanitaire en juillet à la fois au Portugal et au Royaume-Uni a terni la saison ; ainsi, seuls 51 000 Britanniques ont visité le Portugal en juillet 2021 contre plus de 230 000 en juillet 2019. Au final, les recettes liées au tourisme devraient s'élever sur l'ensemble de 2021 à 9,3 milliards d'euros en 2021, soit une hausse comparativement aux 7,7 milliards de 2020 mais un net déficit résiduel encore important par rapport aux 19,0 milliards de 2019.

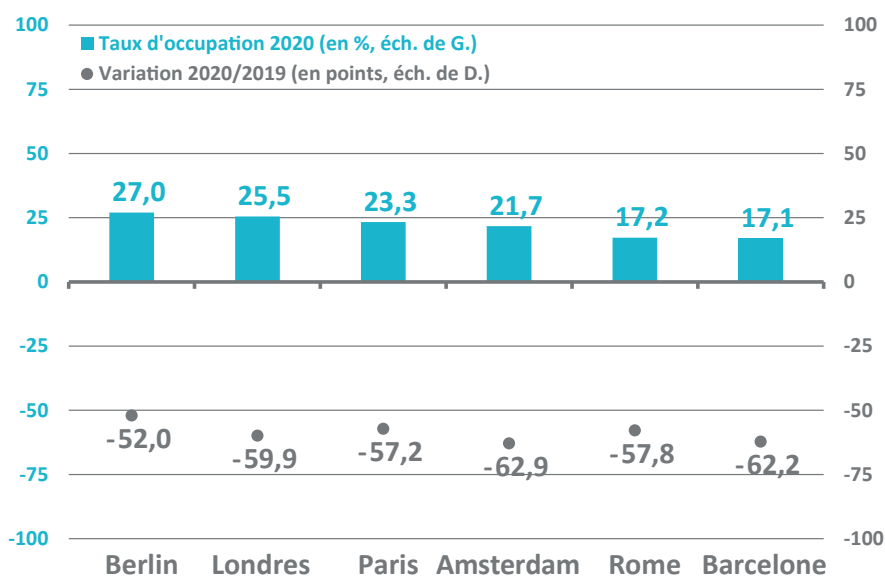
UN SECTEUR HÔTELIER EN GRANDES DIFFICULTÉS

Pour le secteur hôtelier européen, les fermetures de frontières, les périodes de confinement et la mise en place de mesures sanitaires restrictives ont provoqué une crise sans précédent : l'absence de clientèles internationales ainsi que l'arrêt des déplacements professionnels ont directement affecté l'activité des établissements hôteliers. Au cours de l'année 2020, la fréquentation hôtelière a évidemment chuté dans l'ensemble

des six villes européennes de cette étude (cf. Graphique 1) ; **Barcelone** (- 62,2 points par rapport à 2019) et **Rome** (- 57,8 points) ont même enregistré des taux d'occupation inférieurs à 20 %. Le revenu par chambre disponible (RevPar) a été fortement affecté par cette baisse de la fréquentation. **Barcelone, Rome** et **Amsterdam** ont subi des baisses de respectivement 82,7 %, 82,0 % et 81,3 % en 2020. **Londres**

Graphique 1 :

Taux d'occupation des hôtels en 2020 et évolution par rapport à 2019 dans les six métropoles de l'étude
Des taux d'occupation hôteliers en chute libre



et **Paris** ont mieux résisté et ont sensiblement enregistré la même diminution (respectivement - 77,6 % et - 77,3 %) tandis que le repli a été de 68,9 % à **Berlin**.

Plus récemment, la reprise de l'activité hôtelière n'a été que très partielle en Europe au cours du premier semestre 2021 en raison de l'instabilité de la situation sanitaire et du maintien de la plupart des mesures destinées à endiguer l'épidémie. Les premiers résultats disponibles pour 2021 pour les six villes étudiées vont dans ce sens. **Paris Ile-de-France** a notamment enregistré un repli de 39 % de la fréquentation touristique au cours du premier semestre 2021 par rapport à la même période de 2020 (le déficit par rapport à 2019 atteignant même 78 %) ; dans le même temps, le nombre de nuitées hôtelières a diminué de 39 % à **Barcelone** (soit - 82 % comparativement à 2019) et de 66 % à **Amsterdam** (- 87 % par rapport à 2019).

Néanmoins, les campagnes de vaccination dans les différents pays donnent lieu à davantage d'assouplissements, que ce soit en matière de mobilité ou encore d'accueil et le chiffre d'affaires du secteur hôtelier européen devrait croître de 28 % cette année par rapport à 2020 (tout en restant inférieur de 39 % à celui de 2019). Les premiers éléments concernant la période estivale (de juin à août) laissent penser que la reprise de l'activité touristique a été conséquente dans les métropoles européennes : notamment, + 71 % de nuitées internationales en Ile-de-France et + 282 % de nuitées hôtelières à **Barcelone** par rapport à 2020 ; les autres villes de cette étude ont probablement connu des tendances similaires. Toutefois, la reprise actuelle n'est pas suffisamment forte pour permettre au secteur hôtelier d'espérer retrouver ses niveaux antérieurs à la crise sanitaire avant 2024.

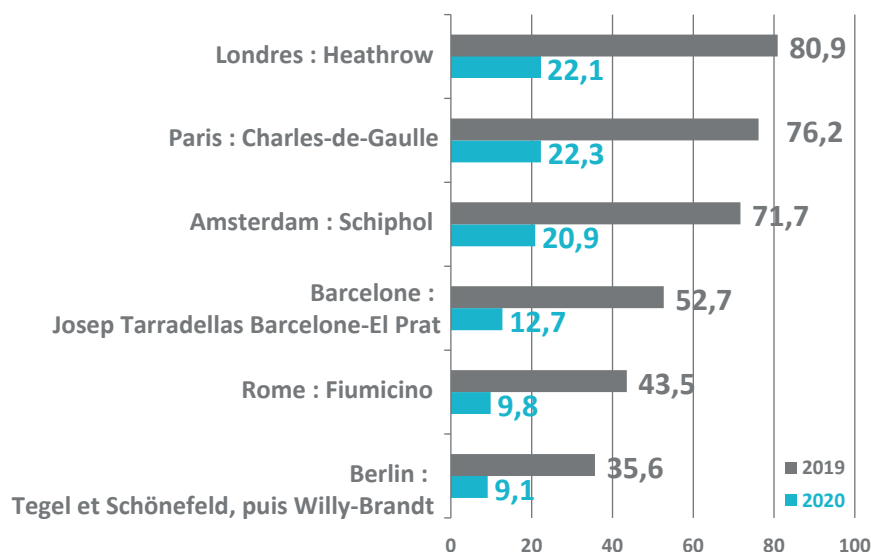
ROISSY, HEATHROW ET SCHIPHOL ONT TOUT JUSTE RÉUSSI À FRANCHIR LE CAP DES 20,0 MILLIONS DE PASSAGERS EN 2020

En matière de trafic passagers, le choc provoqué par la Covid-19 a également été très violent. Certes, en 2020, l'aéroport de Canton a profité de la crise pour devenir le premier aéroport du monde (42,3 millions de passagers, soit - 40,4 % par rapport à 2019) et celui d'Istanbul – inauguré fin 2018 – a été l'aéroport le plus fréquenté d'Europe (23,4 millions de passagers, soit - 55,0 % par rapport à 2019) ; toutefois, pour les compagnies aériennes (celles-ci estiment qu'elles auront perdu 201 milliards de dollars sur la période 2020-2022, dont 137,7 en 2020) et pour la plupart des aéroports, notamment ceux des six métropoles de cette étude, 2020 restera une année noire. Ainsi, dans le principal aéroport des grandes

villes touristiques européennes (Heathrow à **Londres**, Paris - Charles-de-Gaulle pour la **capitale française**, Schiphol à **Amsterdam**, Barcelona – el Prat à **Barcelone**, Léonard-de-Vinci Fiumicino à **Rome**, Tegel et Schönefeld, puis Willy-Brandt pour la **capitale allemande**, ce dernier ayant été inauguré le 31 octobre 2020), la pandémie a provoqué des replis de trafic de plus 70,0 % entre 2019 et 2020 (cf. *Graphique 2*). Maigre consolation pour **Paris Ile-de-France**, la baisse du nombre de passagers ayant été plus forte à **Heathrow** qu'à **Roissy**, Paris - Charles-de-Gaulle a légèrement devancé l'aéroport londonien en termes de fréquentation en 2020 (22 257 469 passagers contre 22 109 723).

Graphique 2 :

Trafic passagers dans le principal aéroport des six métropoles de l'étude, en millions
Dans les aéroports, des baisses d'au moins 70,0 % entre 2019 et 2020



Sources : gestionnaires des aéroports

Début 2021, le redémarrage dans les aéroports est très poussif dans les six principales métropoles touristiques européennes. Toutefois, compte tenu des différences dans l'ampleur des nouvelles vagues épidémiques mais aussi des décalages des confinements appliqués, les cicatrices de la crise sanitaire sur le trafic aérien sont plus ou moins profondes d'une ville à l'autre. Ainsi, de janvier à juin derniers, le trafic passagers d'**Heathrow** n'a représenté respectivement que 24,9 % et 9,9 % de celui des mêmes périodes de 2020 et de 2019 (soit des replis de 75,1 % et 90,1 %, cf. Tableau 1). En effet, à **Londres** et au Royaume-Uni, la vague de Covid-19 liée au variant alpha a nécessité la mise en place d'un confinement strict à partir du 20 décembre 2020 dans la capitale et à partir du 4 janvier 2021 en Angleterre ; les mesures prophylactiques n'ont ensuite été levées que très progressivement. Les principaux aéroports de **Paris** (- 52,9 %), **Barcelone** (- 53,9 %) et **Rome** (- 54,6 %) ont quant à eux réussi à retrouver près

de la moitié de leur trafic passagers des six premiers mois de 2020. Par rapport au premier semestre 2019, le repli de **Paris - Charles-de-Gaulle** était même le moins élevé des six grands aéroports analysés dans cette étude (- 81,8 %).

Par ailleurs, en valeur absolue, le trafic passagers de **Roissy** de janvier à juin 2021 (6,6 millions) a été très nettement supérieur à celui des autres plates-formes aéroportuaires : 1,0 million de plus qu'à **Amsterdam - Schiphol**, 2,8 millions de plus qu'à **Heathrow**, etc.

L'amélioration s'est poursuivie au cours de l'été puisque, en août dernier, la baisse par rapport à août 2019 a été limitée à 52,5 % à **Paris - Charles-de-Gaulle** et même à 44,4 % à **Schiphol** ; à **Londres**, le rebond est également en cours mais le trafic passagers à **Heathrow** en août 2021 est resté inférieur de 70,9 % à son niveau d'il y a deux ans.

PLUSIEURS INVESTISSEMENTS ENVISAGÉS DANS LES PLATES-FORMES AÉROPORTUAIRES AVANT LA CRISE SONT AUJOURD'HUI REMIS EN CAUSE

Un retour à la normale n'est pas attendu pour le trafic aérien avant des années ; en l'occurrence, le groupe ADP ne l'anticipe pas dans ses aéroports avant 2025-2027. Les conséquences de la pandémie de Covid-19 s'étireraient ainsi sur 7 ans. Dans ce contexte, des projets d'investissements qui étaient à l'étude avant la crise sont aujourd'hui en débat.

Ainsi, même si d'autres facteurs que la crise sanitaire ont conduit à cette décision, le projet de construction du terminal 4 de **Paris - Charles-de-Gaulle** qui devait porter à terme la capacité totale de l'aéroport à 125 millions de passagers par an a été abandonné dans sa configuration initiale. Malgré tout, la réflexion quant à l'évolution de **Roissy** est toujours en cours et pourrait constituer une opportunité pour répondre aux exigences d'un secteur en pleine mutation, en intégrant au projet, par exemple, les futurs avions à hydrogène. De l'autre côté des Pyrénées, le gouvernement espagnol a annoncé la suspension de l'agrandissement de l'aéroport **Barcelone-El Prat**. Même s'il n'est pas complètement abandonné, le

projet, qui prévoit la construction d'un nouveau terminal et l'agrandissement d'une des pistes, ne fait pas l'unanimité entre ceux qui veulent attirer encore plus de touristes en Catalogne et ceux qui souhaitent profiter de l'après-crise pour repenser le modèle touristique de Barcelone et de sa région (cf. [Encadré 3](#)). Au Royaume-Uni, la Cour suprême britannique a annulé en décembre 2020 une précédente décision de justice qui avait bloqué le projet de construction d'une troisième piste à **Heathrow**, celui-ci ayant alors été jugé en contradiction avec les Accords de Paris. En tout état de cause, cette piste est en débat depuis des décennies et le reste encore ; le Premier ministre Boris Johnson est notamment opposé à l'extension de l'aéroport. Globalement, les partisans du projet estiment que, maintenant que le Royaume-Uni est sorti de l'Union européenne (UE), l'agrandissement de la **plate-forme londonienne** est essentiel pour améliorer la connectivité du pays avec le reste du monde tandis que les opposants jugent que la crise actuelle va durablement limiter le trafic aérien et qu'**Heathrow** n'est aucunement sous-dimensionné.

Tableau 1 :

Trafic passagers dans le principal aéroport des six métropoles de janvier à juin
Les vagues épidémiques de début 2021 liées aux variants ont retardé le redémarrage du trafic aéroportuaire

	Trafic passagers de janvier à juin 2021	Variation par rapport à la même période de 2020	Variation par rapport à la même période de 2019
Amsterdam : Schiphol	5 606 170	- 57,1 %	- 83,8 %
Barcelone : Josep Tarradellas Barcelone-El Prat	3 830 560	- 53,9 %	- 84,6 %
Berlin : Willy-Brandt de Berlin-Brandebourg (depuis le 31 oct. 2020)	1 854 109	- 68,1 %	- 89,4 %
Londres : Heathrow	3 848 155	- 75,1 %	- 90,1 %
Paris : Charles-de-Gaulle	6 619 453	- 52,9 %	- 81,8 %
Rome : Fiumicino	2 843 183	- 54,6 %	- 86,2 %

Sources : gestionnaires des aéroports

ENCADRÉ 3 : quel tourisme après la crise ?

Avant la crise de la Covid-19, certaines métropoles comme **Barcelone** ou **Amsterdam** envisageaient de mieux réguler les flux de touristes pour ne pas subir les désagréments du tourisme de masse. La crise actuelle pourrait être l'occasion pour ces destinations de se réinventer et de ne pas reproduire les schémas du passé. Ainsi, **Amsterdam** avait, par exemple, fait interdire les locations de meublés de type Airbnb dans son centre historique et la ville réfléchit à une interdiction pour les non-résidents d'accéder aux coffee shops. Quoiqu'il en soit, le séisme qui a frappé le secteur du tourisme est l'occasion pour les professionnels de s'interroger sur la nature du tourisme de demain et, donc, sur de futurs axes stratégiques.

DES ÉTABLISSEMENTS CULTURELS DÉSERTÉS

La pandémie de Covid-19 a également eu un impact sans précédent sur le monde de la culture, tout particulièrement sur la fréquentation des musées et monuments. En effet, les différents confinements imposés en 2020 et début 2021 ont contraint les établissements culturels à fermer leurs portes au public durant plusieurs mois. Selon The Art Newspaper, les musées ont été inaccessibles 141 jours en moyenne dans le monde en 2020, soit un total de 41 000 jours, ce qui équivaut à plus d'un siècle de visites manquées. Cela a entraîné une baisse moyenne de 77 % de la fréquentation globale des 100 musées les plus visités dans le monde (230 millions de visiteurs en 2019 contre 54 millions en 2020). Les musées européens ont quant à eux dû fermer leurs portes 112 jours en moyenne.

A **Paris**, tous les musées ont subi de fortes baisses de leur visitorat, avec des diminutions comprises entre 60 et 75 % par rapport à 2019 (- 72 % au Louvre, - 72 % également au centre Pompidou, - 61 % au musée du Quai Branly – Jacques Chirac, etc.). Les sites hors Paris ont également dû faire face à des chutes de fréquentation, à l'image du Domaine de Versailles (- 76 %), du musée national du Château de Fontainebleau (- 70 %) ou du château de Vaux-le-Vicomte (- 65 %). A **Londres**, la National Portrait Gallery, le British Museum ou encore la National Gallery ont subi des diminutions de plus de 80 % par rapport à 2019. Dans le même temps, à **Rome**, la fréquentation du musée du Vatican a diminué de 81 % et, à Amsterdam, le Rijksmuseum, le Van Gogh Museum ou encore le Stedelijk Museum ont subi des baisses comprises entre 60 et 75 %. A **Barcelone**, la Sagrada Familia qui avait accueilli 4,5 millions de visiteurs en 2019 n'en a reçus que 600 000 en 2020 tandis que les Musées nationaux de **Berlin** et le musée des instruments

de musique ont subi un effondrement de leur fréquentation de - 72,9 %. Les établissements culturels ont ainsi été privés d'une importante partie des recettes provenant de la vente des billets qui, pour certains d'entre eux, garantissent leur équilibre financier.

L'année 2021 aurait pu être synonyme de reprise de l'activité mais, malheureusement, l'Europe a dû faire face à de nouvelles vagues épidémiques ; ainsi, selon l'enquête réalisée par le Conseil International des Musées (ICOM), près de 36 % des musées européens étaient fermés en avril-mai 2021, alors que le taux de fermeture n'était que de 18 % en septembre-octobre 2020. Dans les six villes étudiées, lorsque les réouvertures des établissements culturels ont été possibles, elles se sont accompagnées de mesures sanitaires plus ou moins strictes ; la plupart ont ainsi limité la capacité d'accueil en respectant les jauges imposées (50 % pour les établissements franciliens, 70 % à **Barcelone**, etc.) et ont imposé le respect de règles sanitaires, telles que la distanciation et le port du masque. Désormais, avec le déploiement de la vaccination, l'accès aux établissements culturels est conditionné à la présentation d'un pass sanitaire, sauf en Espagne. Globalement, la réouverture des musées a été adaptée à la situation sanitaire locale, ce qui a entraîné des dates de réouvertures différentes dans les six métropoles étudiées ici : les établissements culturels à **Barcelone** ont pu accueillir du public dès le mois de janvier ; à **Rome**, la réouverture s'est étalée sur plusieurs mois entre février et mai ; à **Berlin**, la réouverture a débuté à partir du mois de mars ; **Londres** et **Paris** ont rouvert leurs sites de loisirs à partir de la mi-mai et, à Amsterdam, les visiteurs ont pu retourner dans les sites culturels à partir de fin mai.

LES GRANDS ÉVÈNEMENTS SPORTIFS ENCORE TRIBUTAIRES DES ALÉAS SANITAIRES

L'organisation de grands évènements sportifs reste, elle aussi, dépendante des évolutions du contexte sanitaire. L'été dernier, les Jeux olympiques (JO) de Tokyo ont dû se dérouler sans public. Quelques semaines plus tôt, **Amsterdam** (quatre rencontres, dont un huitième de finale), **Rome** (quatre rencontres également, dont un quart de finale) et **Londres** (huit rencontres, dont les deux demi-finales et la finale) ont accueilli des matchs du Championnat d'Europe de football, qui, pour la première fois, s'est déroulé dans plusieurs pays.

Néanmoins, pour ces villes, même si, contrairement aux JO de Tokyo, des spectateurs étaient présents dans les stades, il a fallu composer avec les contraintes sanitaires, notamment avec l'instauration de jauges de capacité.

A **Rome**, le gouvernement italien n'avait autorisé qu'une jauge de 25 % des 72 698 places du stade olympique ; au mieux, l'enceinte italienne n'a même accueilli que 12 916 spectateurs, soit un niveau bien inférieur aux 18 000

autorisés. A **Amsterdam**, le taux d'occupation avait été fixé à un tiers et la fréquentation a approché la jauge établie (16 000 spectateurs) lors des quatre matchs qui s'y sont déroulés. A **Londres**, la capacité du stade de Wembley a été limitée à 22 500 spectateurs (soit 25 %) lors des premières rencontres puis, malgré la hausse des contaminations liées au variant delta outre-Manche, celle-ci a progressivement été augmentée au cours de la compétition et 60 000 spectateurs ont, en moyenne, assisté aux demi-finales et plus de 67 000 étaient présents lors de la finale.

En tout état de cause, selon l'association du transport aérien international (IATA), le début du championnat ayant coïncidé avec la réouverture des frontières en Europe, l'évènement a eu une influence positive sur les réservations aériennes ; en effet, la répartition géographique de la compétition a favorisé les déplacements en avion. Il est à noter que ce dynamisme n'a pas été homogène d'une ville-hôte à l'autre : **Londres**, malgré la tenue du plus grand nombre de matchs, a notamment enregistré une hausse du trafic de passagers aérien plus limitée que Copenhague ou Budapest. Par ailleurs, malgré le report d'un an et même si le stade londonien a

enregistré de fortes affluences en fin de compétition, les retombées économiques de l'Euro ont été bien inférieures à celles qui étaient attendues avant la pandémie ; elles ont été d'autant plus réduites que les mesures prophylactiques étaient très contraignantes pour les supporters étrangers, quasiment absents à **Londres** notamment, où un confinement de plusieurs jours après l'entrée sur le territoire britannique était encore en vigueur.

Si le virus devait encore être actif dans les prochaines années, et alors que le Comité international olympique a annoncé que les JO d'hiver 2022 à Pékin se tiendront sans spectateurs étrangers, **Paris et sa région** qui accueilleront dix rencontres de la coupe du monde de rugby 2023 puis les Jeux olympiques et paralympiques de 2024 auront peut-être à également envisager un niveau réduit de retombées. A l'inverse, ces deux évènements pourraient constituer de formidables opportunités de rebond que d'autres métropoles n'auront pas ; Paris 2024 devrait notamment mobiliser 150 000 emplois, accueillir 13 millions de visiteurs et être suivi par 4 milliards de téléspectateurs.

Mathieu BELLARD, Aurélian CATANA et Yasmina PAGES (CRT Paris Ile-de-France)
et Mickaël LE PRIOL (Crocis de la CCI Paris Ile-de-France)
(rédaction achevée le 8 octobre 2021)

POUR EN SAVOIR PLUS

- Amsterdam&partners : <https://amsterdam.toeristischebarometer.nl> ;
- Comité régional du tourisme Ile-de-France : pro.visitparisregion.com ;
- Eulers Hermes : www.eulerhermes.fr ;
- International Air Transport Association (IATA, l'association du transport aérien international) : www.iata.org ;
- International Council of Museums (ICOM, le Conseil international des musées) : <https://icom.museum/> ;
- Municipalité d'Amsterdam : <https://data.amsterdam.nl> ;
- Observatoire du tourisme à Barcelone : www.observatoriturisme.barcelona ;
- Organisation mondiale du tourisme (OMT) : www.unwto.org ;
- VisitBerlin : <https://about.visitberlin.de> ;
- VisitBritain : www.visitbritain.org.

CROCIS de la CCI Paris Ile-de-France - 27 avenue de Friedland - 75382 PARIS cedex 08
tél. : +33 (0) 1 55 65 82 00 - fax : +33 (0) 1 55 65 82 62 - e-mail : crocis@cci-paris-idf.fr
Retrouvez toutes nos publications sur www.crocis.cci-paris-idf.fr
Suivez nous sur Twitter @CROCIS_CCI_IDF

- Responsable : Isabelle SAVELLI
- Industrie - Démographie d'entreprises : Yves BURFIN
- Commerce - Enquêtes - Développement durable : Julien TUILLIER
- Conjoncture - Benchmark européen : Mickaël LE PRIOL
- Services : Bénédicte GUALBERT
- Veille économique : Marielle GUERARD, Charlotte BIZIEUX
- PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX
- Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT-LAMBERT

Directeur de la publication : Stéphane FRATACCI
Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE
Rédacteur en chef : Isabelle SAVELLI
Maquette et mise en page : Nathalie PAGNOUX
Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source
Dépot légal : octobre 2021
Copyright photos : couverture : EwaStudio-AdobeStock - P2 : rh2010-AdobeStock, Maridav-AdobeStock, TIMDAVIDCOLLECTION-AdobeStock, Bumble Dee-AdobeStock
ISSN : 1266-3255



Un centre d'observation de

CCI PARIS ILE-DE-FRANCE
PROSPECTIVE